

# International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



## Du développement à la gestion des populations : la variante péruvienne

## Development and Population Management: the Peruvian Variation

## Del modelo del desarrollo a la gestión de poblaciones: la variante peruana

Albert Meister

Number 2 (42), Fall 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034867ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034867ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Meister, A. (1979). Du développement à la gestion des populations : la variante péruvienne. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 169–183.  
<https://doi.org/10.7202/1034867ar>

Article abstract

"Development" has been set as an objective in countless National Plans and has served to legitimate the power of new elites and their proclaimed dedication to change their "poor" countries. After two decades of hope, of audacious projects and resounding failures, one is tempted to see development as the positive side on a balance sheet of a system of national and international domination. Development is the result of more or less competent management of population and other resources.

Development should no longer be analysed in terms of the objectives of a national plan but rather as a by-product of management by national elites useful in the sense that it reinforces their power and privileges.

The case analysis of Peru presented here, which focusses on the role of the urban middle classes and socialism as a form of exercising power, permits the author to illustrate his critique of "development".

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1979

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Du développement à la gestion des populations : la variante péruvienne

A. Meister

La hausse des prix de l'énergie et de quelques matières premières, l'inflation rampante puis trottinante dans les pays riches et, ensuite, la crise et le chômage dans presque tous auront au moins eu une conséquence positive, celle de remettre en cause nos idées acquises sur un certain nombre de questions et, notamment, sur celle qui nous occupera ici : le développement. D'abord espoir, au moment de la décolonisation et de l'émergence des pays "neufs", le développement fut ensuite considéré comme un droit, au fur et à mesure que les assises internationales ont vu s'accroître le poids des représentants des pays dits "en voie de développement"; puis il fut inscrit comme un objectif dans d'innombrables plans nationaux et servit de légitimation à la prise ou au renforcement du pouvoir de la part des élites nationales nouvelles et à leur volonté, sans cesse proclamée, de transformer leurs pays "pauvres". Je ne ferai pas le procès de ces significations successives, même si au passage, il me faudra bien dénoncer une fois de plus la conception, lisible aujourd'hui encore dans le socialisme péruvien, d'un développement dit "harmonieux" et réconciliateur, message naïf et combien trompeur, mais à leur insu, de ceux qui distinguaient entre croissance et développement, ce dernier n'étant ni plus ni moins qu'une étape vers l'épanouissement de l'Homme. Enfin, nous nous rendons compte aujourd'hui que le développement fut aussi une tromperie, délibérée cette fois, de la part des grands organismes d'étude, d'aide internationale, qui le réduisirent à un ensemble de

remèdes et de solutions de caractère uniquement technique, tel ce desarralisme de la CEPAL, dont on retrouve encore les traces dans la jeune technocratie péruvienne.

Après deux décennies d'espoirs et d'interprétations théoriques, de projets audacieux et d'échecs retentissants, de remise à demain des "décollages" prévus pour hier, on se trouve peu à peu conduit à envisager le développement comme le solde positif — ce qui reste s'il reste quelque chose — au terme de chaque exercice (au sens comptable) du système de domination interne et international, le résultat (toujours en termes de pertes et profits) d'une plus ou moins saine et habile gestion de la population et des autres ressources. Il convient donc de cesser d'analyser le développement en termes d'objectifs d'un plan national, et donc d'accepter les catégories dans lesquelles les planificateurs et les savants économistes définissent la situation et par lesquelles les élites nationales justifient leur position et leur pouvoir, et le considérer comme un sous-produit plutôt heureux de leur gestion, mais sous-produit nécessaire au renforcement de leur pouvoir, à leur durée, à l'accroissement de leurs privilèges.

Cinq constats me conduisent à prendre une telle position :

1. *L'émergence du système transnational et la dilution des impérialismes nationaux.* Je rappellerai plus loin combien le Pérou a été une victime

typique du Pacte Colonial, l'or, puis le guano, puis le caoutchouc, puis les minerais et la farine de poisson ayant été successivement les matières premières justifiant le colonialisme espagnol puis les néo-colonialismes britannique et ensuite américain. Comme dans la plupart des pays d'Amérique latine à partir des années 1930, la politique de substitution des importations introduit peu à peu, en tant que modèle prédominant, le néo-colonialisme d'intégration dans la sphère US. A l'exception de quelques pays, le modèle United Fruit d'exploitation-domination fait place au modèle ITT ou IBM et, localement, le management moderne remplace progressivement l'entreprise traditionnelle. La bourgeoisie urbaine industrielle naît de la croissance d'une industrie de consommation pour le marché intérieur, la classe ouvrière s'accroît, ainsi que les effectifs de la fonction publique; les classes moyennes naissent et, avec elles, le nationalisme exprimant leur volonté d'ascension sociale. Paradoxalement, l'anti-impérialisme et les positions socialistes des formations politiques et syndicales de l'opposition, et plus encore le recours à la violence de la part de groupes d'extrême-gauche, conduisent à une intégration inter-américaine plus poussée et, de fait, favorisent la venue de capitaux étrangers: la fameuse Alliance pour le Progrès, créée en vue de lutter contre l'influence cubaine, a surtout eu pour effet de faire progresser la pénétration des capitaux privés dans le continent latino-américain. Dès la fin des années 1960, les transformations à l'oeuvre dans le capitalisme mondial, notamment la concentration des grandes entreprises et la formation des groupes multi-nationaux, apparaissent plus lisibles; la coexistence pacifique avec le camp socialiste et la multiplication des *joint ventures* entre sociétés multi-nationales, et entre elles et les pays de socialisme d'Etat, rendent plus évident le passage à une nouvelle forme de néo-colonialisme pour les pays de la périphérie. J'ai analysé ailleurs<sup>1</sup> la naissance du système transnational, à partir des réseaux, ententes, accords entre sociétés multi-nationales, ainsi que la dissolution progressive des impérialismes nationaux, y compris l'américain, dans le système de programmation planétaire, dont les parties prenantes sont tout autant des entreprises que des Etats, des organisations professionnelles,

des banques nationales de développement, des managers et des ministres. Sans revenir à cette analyse, il faut insister sur deux aspects: en premier lieu, malgré les contradictions témoignant des luttes internes pour conquérir des positions plus avantageuses, le système transnational étend son contrôle au monde entier et n'est plus lié, en dépit de la prédominance américaine, à l'un ou l'autre impérialisme; les centres de décision ne sont plus concentrés aux seuls USA mais se trouvent tout autant à Tokyo, à Genève, à Stockholm et à Moscou, et des institutions comme la Banque mondiale ou le Banco Interamericano de Desarrollo (BID) sont les relais et les intermédiaires de ce système bien davantage que du seul impérialisme américain; si bien que les investissements qu'ils réalisent sont en quelque sorte dépolitisés. Quant "la bourgeoisie impérialiste", expression qui figure souvent dans les écrits des socialistes révolutionnaires, elle a réussi à faire partager ses valeurs et sa conception de l'ordre du monde à l'ensemble des dirigeants, politiciens, managers, responsables d'organisations qui se trouvent aux leviers de commande, dans les pays périphériques comme dans ceux du centre, qu'ils soient vendeurs d'usines clefs en mains ou dirigeants d'une organisation ouvrière "responsable", planificateurs socialistes ou cheiks pétroliers, ou encore colonels chefs de la police politique. Je reviendrai sur la réalité terrible et écrasante de ce consensus.

En second lieu, si le capitalisme en tant que régime est peut-être en train de mourir, le système capitaliste, lui, ne fait que commencer. Le système transnational qu'on voit se construire sous nos yeux marque en effet seulement le début du système capitaliste (dans le sens de l'emprise totale du capital sur les autres facteurs de production) et les besoins en capitaux n'ont jamais été aussi grands qu'aujourd'hui. Le système capitaliste transnational se soucie fort peu de la nature juridique des firmes (privées, mixtes ou publiques) et ne se préoccupe pas du caractère des régimes politiques (libéraux ou socialistes ou autres) des pays concernés, car le contrôle passe désormais à travers (transnational) les institutions que se sont données les Etats-nations. S'agissant des pays périphériques, on peut constater que cette non-relevance des régimes politiques conduit à favoriser

les gouvernements forts, quels qu'ils soient. Pour ce qui est du Pérou, la Banque Mondiale, à travers son président, M. Mac Namara, s'est déclarée en faveur de sa forme de gouvernement et de ses réformes, facteur de la stabilité sociale nécessaire aux affaires<sup>2</sup>. Le renforcement des appareils d'Etat, la disparition de l'oligarchie terrienne, l'avènement de la "militaro-technocratie" et la création de systèmes et d'institutions efficaces de mobilisation et d'administration des populations sont autant de répondants et de garants pour les investissements étrangers<sup>3</sup>. Les pays de socialisme ou de capitalisme d'Etat, tel le Pérou, offrent de bien plus solides garanties en ce domaine que les pays dominés par des bourgeoisies nationales encore plus ou moins respectueuses de la démocratie parlementaire traditionnelle. Que la phraséologie de légitimation de leurs couches dirigeantes se complaise dans l'anti-impérialisme, le nationalisme et le socialisme, cela est compréhensible car, outre leur popularité, ces thèmes permettent de dissimuler le renforcement du pouvoir de la techno-bureaucratie d'Etat, dans laquelle, nous le verrons maintenant, tend à se fondre le pouvoir des militaires.

Point n'est besoin, pour terminer ce premier point, d'épiloguer longuement sur l'impossibilité pour un pays périphérique de refuser le nouvel ordre du monde, sous peine de se couper toute relation extérieure. C'est par exemple, ce qu'a compris la nouvelle classe dirigeante chinoise qui, pour favoriser son développement technologique et jouer un rôle de grande puissance, n'a pas mis longtemps à adopter les règles d'un jeu géopolitique qu'elle ne conteste plus qu'à l'usage intérieur. Même verbale, une telle contestation n'est pas pensable pour un petit pays comme le Pérou; elle n'a d'ailleurs jamais été envisagée, ni par l'ancienne élite soumise au capital néocolonial, ni par la nouvelle, représentant local contractuel, efficace et apprécié, du capitalisme transnational. Et il ne sera pas nécessaire de montrer que plus le pays se développe, plus il s'intègre dans le système, que ce soit du point de vue technologique comme au niveau des crédits et des marchés. Et plus est forte la volonté de construire une industrie nationale, plus il faudra exporter des matières premières pour en payer le coût des investissements.

Indifférente aux institutions, invisible, non matérialisée dans des traités, pragmatique, à jamais débarrassée du souci colonialiste et même néocolonialiste de planter une bannière nationale en terre étrangère, l'intégration transnationale a magistralement digéré les anciens impérialismes, quand bien même certains traits du plus dominant d'entre eux apparaissent toujours dans la synthèse actuelle. On est bien éloigné déjà de l'idée d'une armée interaméricaine, proposée à plusieurs reprises par les Etats-Unis dans les années 1960 ou de l'idée en vogue à la même époque, que le développement des pays du continent ne commencerait réellement que le jour où les Etats-Unis seraient détruits... Le système transnational peut se passer d'armée et de super-Pentagone.

## *2. Le pouvoir technocrate-militaire et la gestion territoriale*

Si le projet d'armée inter-américaine qui vient d'être évoqué n'a jamais été réalisé, il n'en reste pas moins que les innombrables stages, cours de formation aux Etats-Unis et séjours dans les écoles de répression de Panama — ensemble d'activités qui devaient jeter les bases de la future armée commune — ont eu une influence considérable sur les militaires latino-américains et sur les écoles militaires de leurs pays. Car, et c'est le point essentiel, le "desarrollisme" et, durant de nombreuses années, le kennedysme, qui inspiraient cette formation ont étendu les compétences des militaires bien au delà des activités de combat et de répression. De fait, ceux-ci sont de plus en plus formés à administrer des territoires, à gérer les populations (dans le sens où l'on parle, dans les usines, de gestion du personnel) et, s'agissant du Pérou et de sa fameuse école militaire, le CAEM (l'ENA de l'armée péruvienne), on note la présence, dans le curriculum, de cours sur le développement, la planification, les coopératives et la réforme agraire. Dans tous les pays, et pas seulement d'Amérique Latine, les militaires se professionnalisent<sup>4</sup>; si bien qu'à côté de leur rôle traditionnel de maintenir la paix sociale et de protéger la propriété, ils peuvent collaborer sur pied d'égalité avec les techno-bureaucrates de la fonction publique et les managers des grandes

firmes. L'élargissement de la formation, voire le professionnalisme, a donné la couleur idéologique au régime actuel du Pérou<sup>5</sup> et contribue aussi, avec le temps, à éliminer les professionnels de la politique, les caciques, dont le pouvoir reposait sur le clientélisme. Dans son recrutement, l'armée péruvienne a cessé d'être liée à l'oligarchie et puise largement dans les classes moyennes. Certes, les clivages subsistent (entre générations, et surtout, comme ailleurs, entre armes) et l'armée est loin d'être un monolithe : ce sont d'ailleurs les péripéties des luttes entre factions qui font l'actualité politique du pays depuis le coup d'Etat militaire de 1968.

Plier la population aux impératifs de la capitalisation, telle a été la tâche des gouvernements forts que, partout et toujours, les pays se sont donnés au moment de leur industrialisation de base, au moment de leur "take off"; mais alors qu'au siècle dernier, la bourgeoisie libérale pouvait se borner à refuser le droit d'association (France) et à limiter le suffrage universel (France, Grande-Bretagne, etc.) ou, plus tard, à édicter des lois contre la conspiration criminelle des grévistes (USA) ou des lois de défense de la paix sociale (Japon) ou, cas des pays socialistes, à enterrer rapidement toute revendication de démocratisation (soviets ou conseils d'usines) et à faire des syndicats de simples courroies de transmission, les pays qui font aujourd'hui leur industrialisation de base voient leurs classes dirigeantes recourir à l'intervention militaire pour taire les revendications des masses et de leurs organisations et pour liquider les séquelles du passé (dans le cas péruvien : liquider l'oligarchie rurale et finalement imposer une réforme agraire qui traînait dans les tiroirs depuis des années). En dépit des divagations sur d'autres voies possibles pour faire le développement, la réalité nous montre qu'il n'y a, en fait, qu'une seule voie, celle indiquée, forcément autoritaire, puisqu'elle consiste à élever la productivité de l'agriculture et du sous-sol en même temps qu'à pomper le maximum de la plus-value dégagée. Et comme les classes dirigeantes de tous les pays, socialistes compris, ont pour objectif de consommer à l'occidentale, le chemin qu'elles suivent est le même... à quelque "variante" près comme c'est le cas du Pérou.

Selon un schéma qui s'est répété partout dans le monde sous-développé, l'armée ne déclare rester au pouvoir que le temps nécessaire pour, selon la formule, "jeter les bases d'une démocratie nouvelle". Elle justifie son intervention en la réduisant à une étape nécessaire pour la modernisation des structures et la consolidation de l'élite industrialisante; cela est toujours possible, encore qu'on oublie fréquemment la professionnalisation des militaires rappelée plus haut et donc la possibilité — à laquelle, personnellement, je crois, en ce qui concerne le moyen terme et dont je fais mon hypothèse dans ce texte — d'une couche dirigeante militaro-techno-bureaucratique s'installant au pouvoir pour de nombreuses années. De fait, l'expérience péruvienne montre que les militaires ont "colonisé" la plupart des structures étatiques et para-étatiques; si bien qu'ils ne sont sans doute pas prêts à s'en aller de sitôt, et cela en dépit des déclarations évoquant un retour au pouvoir civil.

Si elle accroît la dépendance technologique à l'égard des pays les plus avancés, la professionnalisation des armées des pays périphériques leur confère le rôle de postes avancés de défense du système transnational là où ce système — notamment à cause de la misère, ainsi que nous le verrons — n'est pas fermement assis. Bien plus que dans les pays du centre, nous nous trouvons en présence "d'états-garnisons"<sup>6</sup>, dans lesquels la distinction entre fonctions civiles et fonctions militaires s'est estompée et risque de continuer à l'être, même dans l'éventualité d'un retour des civils au pouvoir.

### 3. *L'accès des classes moyennes au pouvoir*

Ici encore, nous sommes en présence d'un phénomène mondial; voyons cependant comment il se présente au Pérou. Au siècle dernier, l'oligarchie féodale terrienne traditionnelle s'oppose à la bourgeoisie, semi-féodale encore mais déjà entreprenante, qui dirige les cultures d'exportation et aspire à se servir de l'Etat pour développer son commerce. Ces deux classes se réconcilient partiellement à la fin du siècle dernier pour faire face à la classe moyenne urbaine, aux idées libérales, plus instruite et qui veut avoir accès au pouvoir. A noter que l'armée n'est pas sans subir, au moins sur le

plan technique, le progressisme de la classe moyenne urbaine. La crise des années 1930 et la baisse des cours des matières premières et produits d'exportation détruisent le fragile équilibre politique et préparent les changements de l'après-guerre, qui voit l'accès des masses urbaines à la vie politique. Avec l'industrialisation et la croissance urbaine, le conflit politique se situe entre ces masses et les autres forces sociales, unies par leur intérêt commun, sinon pour le statu quo, du moins pour un changement qui ne mettrait pas en danger leur position et leurs avantages. Les vingt années qui précèdent le coup d'Etat militaire de 1968 sont marquées par un développement très accéléré de l'industrie de substitution des importations et des investissements étrangers. Le Pérou cesse d'être une économie semi-coloniale et le taux de croissance durant la décennie 1950 atteint 14 % par an<sup>7</sup>. Si, comme dans les autres pays du continent à partir de la Révolution cubaine de 1958, les militaires jouent un rôle grandissant, leur prise de pouvoir doit cependant être analysée comme faisant partie de cette période de grand développement national et elle intervient au moment où les bases oligarchiques traditionnelles de la production rurale sont devenues par trop anachroniques et doivent être supprimées. Car les masses rurales, jusqu'alors écartées de la scène politique et seulement représentées par les grands propriétaires, se sont éveillées; elles représentent un marché potentiel pour les produits industriels, et la productivité agricole, qui doit être accrue pour satisfaire les besoins urbains, ne peut être augmentée dans les cadres traditionnels.

La population urbaine a, en effet, doublé entre 1961 (28 % de la population totale) et 1972 (41 %), où elle atteint 5,6 millions. La "macrocéphalie" de Lima en est, à elle seule, en grande partie responsable : représentant 5 % de la population nationale en 1920, 13,3 % en 1940, 20,5 % en 1960, et 28 % en 1972, la ville compte aujourd'hui 4,5 millions d'habitants sur une population totale estimée à 16 millions. La région côtière, on le verra, se différencie d'ailleurs de plus en plus, autant en termes de croissance qu'en termes de modernité, de la Sierra et, plus encore, de la région forestière amazonienne. Essentiellement urbaine, la classe moyenne est bien plus

étendue que le groupe des professions indépendantes et des entrepreneurs qui risquent leurs propres capitaux. Elle comprend de plus en plus des couches salariées de travailleurs non manuels et de techniciens et cadres, tant du secteur privé que de la fonction publique. C'est à ces couches que les militaires, de plus en plus professionnalisés, ainsi qu'on l'a dit, s'identifient; ils en partagent les valeurs et les aspirations. Les trois critères retenus ailleurs<sup>8</sup> pour caractériser cette classe moyenne me semblent applicables à la réalité péruvienne : la classe moyenne est une classe possédante mais, par opposition à la bourgeoisie traditionnelle, elle capitalise dans l'instruction, qui assure à ses enfants le contrôle des moyens de production, donc capitalisation dans la connaissance, le savoir, le know-how et non plus dans la propriété des moyens de production; la classe moyenne capitalise aussi dans les biens de consommation de longue durée et, notamment, à partir de la propriété de l'appartement propre, dans les biens immobiliers; enfin, elle se caractérise par son accord avec le système, en accepte les règles du jeu et les hiérarchies, car la propriété la conformise et la rend conservatrice, et l'instruction lui donne les moyens de s'y faire une place. Au delà des idéologies, ces traits apparaissent progressivement dans les classes dirigeantes de nombreux pays, au fur et à mesure des progrès de l'intégration transnationale, et quelles que soient les idéologies nationales ou des partis au pouvoir (ils sont particulièrement évidents dans les techno-bureaucraties des pays socialistes).

La taille restreinte des classes moyennes des pays non-développés ne doit pas être considérée comme un signe de faiblesse, car la classe moyenne existe culturellement et psychologiquement au delà, ou mieux dit, à travers les frontières nationales, à l'instar du système transnational dont elle est l'antenne dans chaque pays. L'hégémonie des valeurs de classe moyenne dans le Tiers-Monde est, en effet, bien en avance sur le développement de ces classes dans les différents pays et elles sont de plus en plus partagées par les couches petites bourgeoises des classes ouvrières urbaines (ouvriers professionnels, employés) et par des hautes bourgeoisies qui perdent leur autonomie culturelle et se réduisent en nombre. Encore que cela soit implicite dans la logique du système transnational, il peut

être utile de noter que les valeurs et aspirations identiques que le système transnational distille dans tous les pays ne s'opposent pas à l'identification nationale de chaque classe moyenne ni à sa participation politique, ni au nationalisme ni à l'un ou l'autre anti-impérialisme. De telles identifications sont même nécessaires pour rationaliser et justifier les luttes pour le pouvoir à l'intérieur et les tensions et les guerres à l'extérieur. Le système transnational n'est pas institutionnalisé et est suffisamment souple pour absorber les changements de position résultant des luttes entre ses partenaires — il est même fait pour — car c'est ainsi qu'il garantit le mieux que rien ne changera dans l'ordre du monde. En d'autres termes, et à titre d'exemple, si les classes moyennes chilienne et péruvienne, qui pensent, vivent, et espèrent de façon identique, en viennent à se disputer pour quelque question de frontière, il est parfaitement indifférent pour le système dans son ensemble que les ressources minières, objet du différend, appartiennent à l'un ou à l'autre pays : à quelque nuance près, elles seront exploitées de la même manière et ceux qui les contrôleront continueront de vivre, de penser de la même façon et d'aspirer aux mêmes consommations. C'est cette uniformité que j'aimerais mettre en évidence quand je parle de l'émergence des classes moyennes.

#### 4. *L'hégémonie des valeurs et de "l'esprit" de classe moyenne.*

On ne saurait assez insister sur la croissante homogénéisation culturelle des classes moyennes des pays périphériques et des pays dits du centre. A cet égard, le domaine artistique est symptomatique, car on retrouve partout et les mêmes techniques et les mêmes contenus. De même, les langages de la science, de l'administration et de la politique sont les mêmes dans le monde entier. Quant aux aspirations en matière de consommation, de l'alimentaire à la culturelle, point n'est besoin de s'étendre sur leur identité en tous lieux. Certes, les centres de diffusion des idées et des pratiques nouvelles sont généralement situés dans les pays riches, qui possèdent le contrôle des médias et dont les exportations matérielles et culturelles, les transferts et les aides en tous domaines véhiculent les mêmes messages, suintent les mêmes contenus.

Traditionnellement orientées vers l'extérieur, les anciennes classes dominantes des pays d'Amérique latine ont préparé les classes moyennes à la réceptivité de ces apports et messages. En fait, l'impérialisme culturel tant détesté aurait été bien moins nocif s'il n'avait trouvé en chaque pays un terrain favorable, un accueil sympathique et des attentes jamais rassasiées; et il y aura un jour lieu d'étudier le rôle de ces apports dans les diverses unifications des classes moyennes nationales. Parmi les attitudes partagées par les classes moyennes des pays en question, relevons : le technicisme, qui s'apparente au desarrollisme déjà évoqué et qui rend favorable aux réformes structurelles (réforme agraire ou nationalisations, par exemple) susceptibles d'accroître les capacités de production nationale, ainsi qu'à l'interventionnisme de l'Etat, et même à des mesures de planification impérative; le pragmatisme, qui engendre une certaine hostilité au débat purement théorique et une méfiance à l'égard des "palabres" parlementaires; un certain autoritarisme, dû à la conscience de son savoir, et qui rend également favorable au dirigisme d'Etat et fait accepter le syndicalisme et la législation du travail en tant qu'éléments d'ordre dans la vie nationale et de "containment" du paupérisme; enfin, le réalisme, qui fait à la fois accepter — qu'y faire? — la situation périphérique du pays sur le plan international et, bien qu'elle ait à démontrer qu'elle est définitivement sortie de l'ère aventuriste des caudillos, admettre la présence de l'armée au pouvoir, seule force politique susceptible de démanteler les réseaux d'intérêts familiaux s'opposant aux réformes<sup>9</sup> et, de plus en plus, de contenir la pression des pauvres aux limites des villes. Antenne située à la périphérie de l'Ensemble occidental et menacée par les débordements de ses propres périphéries misérables : telle est la situation enclavée, sandwichée, de la classe moyenne dans la plupart des pays non développés.

#### 5. *La montée de la misère*

Il y a une dizaine d'années encore, on concevait la modernisation comme une sorte d'inclusion progressive d'une partie de plus en plus grande de la population dans la vie moderne. La modernisation ou le changement social — ces deux termes

seront pour moi synonymes — c'est-à-dire l'acquisition des valeurs, attitudes et normes de conduite modernes, aurait dû aller de pair avec la croissance, le développement économique, pour que l'inclusion espérée se produise sans trop de heurts. On sait que cela n'a pas été le cas et que, partout, le changement social progresse bien plus rapidement que le développement qui, lui, souvent, régresse... en tout cas pour ce qui est d'une grande partie des populations des pays sous-développés<sup>10</sup>. Et l'on est même amené à penser que cette régression s'accroîtra dans le moyen terme du fait de la croissance de la population et de l'inutilité des programmes de contrôle des naissances, de la diminution des aides au développement, du renchérissement de l'énergie et des produits manufacturés, donc d'une dégradation accrue des termes de l'échange et, plus généralement, du fait de l'approche plus rationnelle propre aux classes moyennes soucieuses de défendre leur propre croissance.

J'ai essayé ailleurs<sup>11</sup> de définir cette population écartée du progrès des niveaux de vie : analphabète, non qualifiée ou sans emploi fixe ou sans terre à cultiver, qui ne vote pas, ni ne participe dans les organisations et les associations, qui se situe souvent au delà des possibilités d'exploitation<sup>12</sup>. Selon les pays, elle représente entre 40 et 80 % de la population nationale. Dans plusieurs pays d'Amérique latine — Mexique, Brésil, Pérou — on peut l'évaluer à environ la moitié de la population, et l'on peut penser que cette proportion ira en s'accroissant dans les prochaines années. Certes, on peut arguer que cette partie de la population n'est pas "clochardisée" dans la mesure où elle échappe aux tentations de la vie moderne, que les institutions et les solidarités traditionnelles, ainsi que les aspirations encore peu éveillées, font barrage à la prise de conscience de la pauvreté. Une telle marginalité par isolement géographique et manque d'information est cependant de moins en moins fréquente et les pauvres supportent moins facilement leur sort et risquent de plus en plus de devenir agressifs. Cantonner les misérables dans leurs ghettos et prévenir leurs révoltes vont être de plus en plus à l'ordre du jour et constituer les préoccupations principales des dirigeants nationaux.

Au terme de ces constatations, il faut indiquer trois conséquences importantes :

1— La nécessité toujours plus impérieuse du *maintien de l'ordre* et donc le renforcement des appareils de prévention du désordre et de répression. Aux trois tâches classiques des gouvernements durant la phase de développement — mobilisation des ressources humaines en vue de l'investissement, canalisation de la contestation, destruction des forces dominantes du passé — s'en ajoute ainsi une quatrième qui est celle du *containment* de la fraction de population écartée du développement. Non seulement les militaires devront protéger les investissements contre les couches populaires en voie d'ascension sociale et leurs mouvements socialisants, mais encore contenir les exclus, les non-participants, les "non-intéressants" aux portes des enclaves de développement. L'érection de barrières, telles que des entraves à la mobilité et des interdictions de venir s'établir dans tels ou tels endroits, ainsi que d'autres formes plus subtiles d'apartheid, ne seront cependant pas suffisantes. Des mesures plus actives seront nécessaires, notamment du point de vue de la prévention des épidémies, qui est véritablement le danger no 1 des populations urbaines : bien qu'on puisse penser que le taux de croissance se soit actuellement stabilisé (au Pérou, il ne s'élève que de 30 à 31 pour mille durant la décennie 1960)<sup>13</sup>, la baisse des niveaux de vie, notamment chez les non-bénéficiaires de la réforme agraire, et leur concentration dans les bidonvilles des grandes villes, obligeront les pouvoirs à prendre des mesures d'assistance sanitaire et sociale, ainsi que de répression concernant la délinquance et la criminalité. C'est en fonction de ces exigences que nous pourrions rendre compte des initiatives prises sous le titre de la mobilisation des populations des bidonvilles, rebaptisés "quartiers jeunes" (pueblos juvenes) pour la circonstance.

A noter que ces tâches de prévention représentent un véritable travail de Sisyphe, puisque les populations considérées ne peuvent être mises à l'écart de la modernisation psychologique, que le transistor ne peut y être banni, et qu'elles sont donc constamment sur-modernisées par rapport à leurs ressources, que les anciennes valeurs qui leur

faisaient prendre patience et tolérer leur condition perdent toujours plus d'emprise. Par ailleurs, et malgré l'inexistence d'une vie politique s'exprimant dans des partis, elles représentent une masse de manoeuvre pour les mouvements d'opposition et les groupuscules d'agitation : sur ce point aussi, les pouvoirs ne pourront donc relâcher leur surveillance.

Enfin, bien qu'il se développe une sorte de consensus parmi les classes intégrées à la vie moderne, il ne s'ensuit pas que les contradictions entre elles soient supprimées. D'où la nécessité du maintien de l'ordre dans les classes et couches les plus basses de la population non-exclue, en particulier la paysannerie et la classe ouvrière. Il faut savoir, en effet, que la réforme agraire n'a que très peu affecté la redistribution des revenus dans le pays; quant aux développements de la communauté industrielle et de la propriété sociale, ces deux institutions nouvelles de la révolution péruvienne, ils sont restés bien trop embryonnaires pour avoir amélioré significativement la condition ouvrière. *Au total, seuls 13 % de la population active ont été affectés par les différentes réformes!* Les revendications paysannes pour l'amélioration des revenus, de même que l'agitation syndicale ouvrière sont même d'autant plus probables dans une période où la crise mondiale se répercute sur l'économie nationale (hausse des prix des denrées alimentaires et des produits importés) et au moment où les immenses espoirs soulevés par la révolution de 1968, et notamment ceux d'amélioration des ressources après la transformation de leur statut chez les bénéficiaires de la réforme agraire, sont déçus. Le maintien de l'ordre est d'autant plus nécessaire que ces visées ont été trop hautes. Et quand même les avantages acquis sont menacés, les "retours de manivelle", c'est-à-dire des agitations et des revendications "radicales" sont aisément prévisibles.

2— Des réformes structurelles dans certains secteurs sont indispensables pour asseoir le pouvoir de la technocratie bureaucratique-militaire et renforcer la classe moyenne. On pense évidemment, en premier lieu, à la réforme agraire, depuis longtemps en projet mais toujours refusée par l'oligarchie (notamment, en 1963 à propos de

la loi de Belaunde). Plusieurs objectifs complémentaires à cette réforme :

- fixer la paysannerie sur la terre et, si possible, contrer le mouvement d'émigration vers la Côte. A cause de l'extrême hétérogénéité topographique, climatique, orographique, pédologique, la densité de dix habitants au km<sup>2</sup> est trompeuse<sup>14</sup> (il vaudrait mieux faire état du chiffre de trois ruraux par hectare cultivable), plus de la moitié du territoire, la forêt amazonienne, riche potentiellement mais sans voie de communications, ne comptant que 10 % de la population. Fixer les paysans sur leurs terres de la montagne et ainsi contrer la "littoralisation" du pays est le premier objectif de la réforme. Il apaise aussi la vieille crainte, diffuse mais bien réelle dans la bourgeoisie urbaine à partir des années 1920, d'une résurrection et d'une insurrection du peuple Indien.
- toute croissance économique désireuse de ne pas trop accroître la dépendance de l'extérieur doit nécessairement avoir recours à l'épargne du secteur agricole pour assurer les charges du développement. En premier lieu, le rachat des grandes propriétés privées est fait en sorte d'opérer un transfert du secteur agricole au secteur industriel, seuls 20 % de leur valeur étant versée en espèces, les 80 % restants étant payés en bons du Trésor convertibles seulement en vue d'investissements dans l'industrie. En second lieu, le transfert du revenu agricole des latifundistes aux paysans, c'est-à-dire la rente de la terre et le revenu net, se fait finalement au bénéfice du secteur commercial et industriel, car les espèces ne font que transiter par la poche des paysans. Enfin, la politique de contrôle des prix agricoles mise sur pieds en faveur des consommateurs urbains réduit notablement les bénéfices que la population agricole pourrait obtenir;
- accroître les productions agricoles afin de diminuer les achats alimentaires à l'étranger est un autre objectif, encore que la forme d'entreprise retenue par la réforme, la coopérative de production, ne soit pas la structure la plus

favorable pour les plus gros tonnages, même si les rendements à l'hectare peuvent y être très forts. C'est la nécessité de ne pas diviser en petits lots individuels les grandes propriétés rentables et hautement capitalisées qui a conduit les techniciens de la réforme agraire à les transformer en coopératives, la coopérative devenant, comme dans d'autres pays de régime socialiste ou socialisant (c'est-à-dire, en fait, de gestion technico-bureaucratique) le moyen par excellence de pénétration du système capitaliste dans les campagnes et de ce que j'ai appelé "la gestion des populations". Dès à présent, il convient de bien spécifier que la création d'un vaste secteur coopératif ne modifie en rien le mode de production dominant, ni même le mode de production à l'intérieur de ce secteur. Si un mode de production se définit par une combinaison et une hiérarchisation spécifiques des facteurs de production, déterminant les relations entre les agents de la production, nous devons bien constater qu'il n'y a pas, au *niveau concret* (et non pas au niveau du juridique ou de la théorie économique, auquel se placent trop souvent les commentateurs), de changement dans les coopératives par rapport aux entreprises privées dont elles ont pris la place, la position prééminente du facteur capital y est, en particulier, la même. On peut même aller plus loin et suggérer que, comme dans d'autres pays, le choix du système coopératif constitue un moyen de sauvegarder le mode de production dominant. Pour terminer, notons que de grandes coopératives à la main-d'oeuvre pléthorique sont également un moyen de fixer sur la terre une paysannerie trop nombreuse;

en finir avec l'oligarchie terrienne en l'obligeant à investir dans le développement industriel et, simultanément, réduire la menace d'agitation des ruraux non bénéficiaires de la réforme agraire grâce à ces créations d'emplois; ce double but ne peut être atteint que dans le cas où il n'y a pas sur-population des campagnes. Bien entendu, cela n'est pas le cas du Pérou, et il faudra montrer que l'hostilité des paysans sans terre s'est maintenant tournée vers les

effectifs stables des coopératives : c'est le conflit explosif des travailleurs temporaires des coopératives. Bien avant même que d'autogérer leur coopérative, les travailleurs membres devront autogérer, c'est-à-dire assumer ce conflit.

Nous verrons que ces différents objectifs de la réforme agraire sont contradictoires; il ne peut en être autrement et il faut bien réaliser que si quelque amélioration du sort des masses rurales peut un jour intervenir, c'est seulement à l'abri de ces contradictions, ou en se jouant d'elles, qu'elle pourra avoir lieu.

Les réformes intervenues dans le domaine industriel sont moins directement lisibles. Certes, les nationalisations des grandes compagnies étrangères (pétrole, mines, élevage, papier) correspondent à la volonté de la nouvelle classe de diriger le processus de développement et de légitimer son pouvoir aux yeux de la fraction la plus modernisée, nationaliste et socialisante, de la classe ouvrière; et il en va de même en ce qui concerne le secteur de propriété sociale, entreprises de capital public, dont l'extension doit correspondre aux nécessités du développement national. Mais aller plus loin, et transformer ces entreprises de propriété sociale en entreprises associatives (le terme d'autogestion a vite été retiré de la circulation), de même qu'imposer des représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises privées (communautés industrielles) et peu à peu socialiser leur capital par le jeu de la participation aux bénéfices, de telles mesures vont bien trop loin et il n'est pas surprenant qu'elles aient été mises en veilleuse. Elles visaient, en outre, à pallier les carences gestionnaires et le manque de dynamisme d'un patronat traditionnel, résidu de bourgeoisie compradore, inadapté aux conditions nouvelles et hostile à une forme d'économie dirigiste, où la banque et le commerce extérieur sont quasiment nationalisés et dans laquelle la technocratie d'Etat multiplie ses interventions et élimine la fraction du patronat qu'elle ne peut dresser à ses nouvelles conceptions du jeu économique et du rôle de l'Etat, c'est-à-dire de son propre rôle dans ce jeu. Le coup d'arrêt qui a marqué ces réformes industrielles signifie donc que la technocratie a dû

reculer devant l'hostilité d'un patronat à la fois effrayé par le discours autogestionnaire et par la menace des contrôles et brimades de l'administration.

Enfin, dernier aspect des réformes structurelles, celui du développement des infrastructures de communication, non pas tellement en vue de renverser le courant migratoire Sierra-Côte — ce qui apparaît impossible — mais afin d'harmoniser quelque peu le développement déséquilibré du pays. Il faut pour cela pouvoir compter sur des budgets très considérables du fait des grandes différences d'altitudes qui caractérisent la Cordillère et qui ont pour résultat des coûts très élevés de construction et d'entretien des routes. Quant à la forêt amazonienne, sa nature même empêche les communications avec le reste du pays et donc sa mise en valeur. Cette partie du pays n'est encore riche que potentiellement et souffre du manque d'attrait de la part des populations voisines habituées à vivre en altitude, ou qui, tant qu'à faire, préfèrent émigrer vers la Côte, où le climat est bien plus supportable et où les possibilités d'emploi sont tout de même meilleures. De fait, dès 1956 une loi encourage l'installation de paysans sans terre dans la Selva, mais sans succès; quant aux essais actuels, autres que sous forme d'implantations semi-militaires, ils sont négligeables. Or, et c'est à ce titre que je range ce développement des communications dans la rubrique des réformes structurelles, la géopolitique de cette partie du continent rend nécessaire et urgente une occupation des terres de la frontière est. Mais dans cette forêt interminable, occuper signifie peupler, défricher et faire communiquer. C'est ce qu'a compris le Brésil voisin, dont les branches de la trans-amazonienne s'approchent et se heurteront bientôt au vide derrière les frontières du Pérou...

3— La dernière des conséquences des cinq constatations proposées plus haut est le développement d'une sorte de consensus national parmi les classes et couches bénéficiant des réformes et du changement, en face de et même contre la population non intégrée, non participante, victime de ce colonialisme interne nouvelle manière. Quelles que soient les luttes qui les opposent sur les finalités ou les priorités du développement, ou pour le pouvoir

politique ou le partage des avantages, bénéfiques et privilèges, les différents groupes, fractions ou clans, syndicats d'entrepreneurs comme organisations de défense professionnelle, professions indépendantes comme salariées, techniciens dirigeant les coopératives comme paysans membres stables des mêmes coopératives, intellectuels oppositionnels dénonçant un pouvoir qui les ignore comme fonctionnaires incommodés par l'omniprésence des militaires, tous ont un intérêt fondamental à contenir la pression des pauvres et à les voir cantonnés dans leurs tanières de la Sierra ou dans les bidonvilles des périphéries urbaines.

La suppression de la compétition politique à travers les partis n'oblige plus ceux-ci à entreprendre des campagnes de popularité et à solliciter les voix des pauvres. La limitation de la qualité de membre d'une coopérative paysanne aux seuls travailleurs stables de l'ex-latifundium les coupe du reste de la masse rurale, aux yeux de qui, du fait même des institutions dans lesquelles ils peuvent s'exprimer et faire valoir leurs points de vue — ce qui est éminemment positif, bien sûr —, ils font figure de petits patrons. Et, de même, un emploi fixe dans les usines de propriété sociale ou intégrées dans le système de la communauté industrielle constitue un privilège d'autant plus précieux que les emplois sont peu qualifiés et donc concurrencés par la masse des sans-emplois. Qui, dès lors, continuera de s'intéresser à ces marginaux? Quelque groupe d'extrême-gauche, abusé par la légende maoïste de la prise du pouvoir par les masses rurales elles-mêmes? Ou quelque mission protestante et distributrice de pilules anti-conceptionnelles? Ou ces équipes, à l'origine créées et coordonnées par le Sinamos<sup>15</sup>, visant à l'auto-organisation des *Pueblos jóvenes*?

Il nous faudra d'ailleurs reparler de telles initiatives, oscillant entre la charité et le développement communautaire et l'animation rurale, et dont la fonction la plus claire est de permettre une certaine ascension sociale aux éléments les plus dynamiques qui émergent comme répondants, leaders locaux, aux efforts des animateurs venus de ces groupes ou institutions extérieurs. Mais en même temps que se réalise cette promotion (qui peut se traduire, par exemple, en un petit emploi

auprès de ces animateurs et qui prépare la sortie du bidonville), les autres marginaux perdent leurs éléments les plus agressifs, ceux qui pourraient à l'occasion être leurs porte-parole. On se trouve là en présence d'un véritable *brain drain* qui, comme celui qui se réalise à l'échelon des pays, purge les groupes des éléments qui pourraient apporter la contestation et les récupère, conformisés parce que promus, au bénéfice des milieux qui les accueillent. Certes, en référence à une croissance lente, cette mobilité des éléments les plus revendicateurs, et donc les plus aptes à faire leur chemin, n'est qu'une mobilité de remplacement<sup>16</sup>, où les unités qui montent tendent à remplacer les unités qui s'en vont.

Quelle que soit l'ampleur de ce phénomène de mobilité, le nombre des unités concernées ne peut que rester très faible dans les circonstances actuelles de croissance ralentie, et l'on doit sans aucun doute renoncer à l'espoir d'une inclusion progressive des marginaux dans les conditions de vie correspondant à la modernisation qu'ils subissent sur le plan des attitudes et des aspirations. A noter encore que ce sont, évidemment, les couches les plus proches de ces marginaux, celles dont l'accession est la plus récente et les avantages non encore consolidés, qui tiendront le plus à s'en distinguer et qui risquent d'être les répondeurs les plus enthousiastes aux mesures populistes. En même temps, bien sûr, les pouvoirs ne pourront négliger de donner des satisfactions concrètes à ces couches inférieures de la population intégrée, sinon en termes de promotion, du moins en termes de consommations symboliques de la promotion. Si l'on en juge par l'expérience mexicaine, où le PRI (Partido Revolucionario Institucional) dispense ces satisfactions et tait ainsi les frustrations des plus pauvres parmi les privilégiés, le Pérou a quelque chance de réussite — on sait que la question de la constitution d'un mouvement d'unité nationale d'appui à la Révolution est périodiquement revenu à l'ordre du jour. Les couches inférieures et moyennes de la moitié intégrée de la population ont d'autant plus besoin d'un facteur de cohésion qu'elles se savent les boucliers contre la pression de la misère.

Je voudrais conclure par trois remarques :

1— S'il intervient, le développement est à considérer comme le sous-produit d'une administration territoriale efficace, sachant contenir la population qui en est exclue et intégrer celle qui y participe. Il est clair, toutefois, que le développement ne saurait être qu'un complément de développement de celui des pays riches, correspondant à leurs besoins de matières premières et à leurs politiques d'extension de leurs marchés et/ou à leurs stratégies militaires. On comprend dès lors que certains petits pays resteront à l'écart du "progrès", jusqu'au moment où leurs richesses jusqu'alors inexploitées ou leur position stratégique les feront "découvrir", un peu de la même façon que les explorateurs des siècles derniers "découvraient" de nouveaux pays et les faisaient ainsi entrer dans l'histoire, c'est-à-dire dans l'histoire des pays riches. Le Pérou n'en est heureusement pas là et à travers son or, puis son guano, puis le caoutchouc, puis la farine de poissons, puis les métaux non-ferreux a été découvert depuis longtemps et son histoire est un excellent exemple de ce développement de complément. L'ascension au pouvoir de la technobureaucratie militaire est une garantie supplémentaire pour les pays riches qu'un tel type de développement va se poursuivre sans heurts, notamment sur la base du cuivre et des métaux non-ferreux et du pétrole.

Analyser et comprendre un tel processus exige — au moins le temps de cette analyse — qu'on renonce à tout moralisme et à toute référence à un développement idéal, qui serait plus juste et plus harmonisé. De même, faisons taire un instant — le temps de comprendre — les vœux légitimes, mais pieux, de normalisation des prix internationaux et de moralisation des échanges, de même que les espoirs déformants sur les chances des guérillas ou de la révolte des masses exploitées. Etre contre l'ordre actuel du monde ne doit pas nous empêcher de réfléchir lucidement. Admettons qu'il n'y a aucune raison historique, ni aucune finalité, ni aucun sens de l'histoire qui militent en faveur d'un développement progressif des pays neufs ou de leur rébellion, que l'hypothèse d'une communauté de pays libres et égaux n'est pas plus, ou moins, crédible que celle d'un groupe restreint de pays

dominant, d'une façon ou d'une autre, le reste du monde. Enfin, réalisons — car sur ce point je pense que l'on peut risquer le constat — que le sort des pays neufs ne préoccupe pas davantage les opinions publiques des pays riches que celui des populations exclues n'inquiète les classes moyennes des pays non développés. Ceci autorise donc à ne faire entrer dans l'analyse que les seules considérations d'intérêts et de pouvoir.

A ce point, il convient aussi de prendre fermement position contre les prêches et prédictions en faveur de ce que l'on a appelé le "nouvel ordre économique mondial", source nouvelle d'illusions et de faux espoirs. Le nouvel ordre économique mondial existe déjà, nullement menacé de catastrophe et, tout au contraire, en voie de consolidation. Pas plus que celles qui l'ont précédé — la mexicaine, la cubaine, la bolivienne —, la révolution péruvienne n'a modifié sa position dans la division internationale du travail. Au contraire, comme pour ces autres pays<sup>17</sup>, elle a abouti à mieux définir son rôle de producteur attitré de certaines matières premières semi-transformées. Grâce à une situation politique bien en mains, la classe dominante locale, bourgeoisie intermédiaire du système transnational, fait accéder le pays à une situation de fournisseur privilégié. Le Pérou n'a plus rien à voir avec les pays pauvres, instables, qui n'ont rien à exporter et sont condamnés à l'autarcie de leur misère. Il a, au contraire, rang de semi-périphérique, pas encore au niveau du Brésil, mais avec beaucoup de chances, toutes proportions gardées, d'y arriver un jour. Bref, du fait des transformations intervenues dans leur classe dominante, le Pérou, comme les autres pays cités, ont vu les liens de dépendance impérialiste se transformer en intégration dans le système transnational. Mais le destin des périphériques est de servir d'amortisseurs aux pays du centre en cas de crise. C'est même pourquoi il doit y avoir beaucoup de pays périphériques pour peu de pays centraux : telle est la logique du nouvel ordre économique mondial, et contre laquelle les appels à des "programmes intégrés de développement international" apparaissent vains, au moins dans le moyen terme.

2— L'émergence du système transnational a pour résultat que les problèmes de la gestion des populations se posent en termes pas très différents dans les pays du centre et dans ceux de la périphérie non-développée. La prise du pouvoir par les militaires dans la plupart des pays neufs ne constitue qu'une différence d'apparence par rapport à la montée planétaire de l'autoritarisme. Certes, le pouvoir civil sur l'armée a toujours été plus faible dans les pays neufs, et notamment en Amérique latine, et nos pays riches ne se sont pas convertis en dictatures militaires; mais l'autoritarisme y prend d'autres voies, en particulier le développement de la police et des modes sophistiqués de surveillance des citoyens et de répression des exclus et des déviants. Quant aux nouvelles classes dirigeantes dans les deux types de pays, elles tendent aussi à se ressembler : partout les bureaucraties d'Etat se sont autonomisées par rapport aux représentants élus de la population et se concertent sans restrictions avec les technostructures des grandes entreprises et les bureaucraties des grandes organisations populaires, politiques et syndicales. C'est de la concertation entre elles, du réseau des accords, compromis et cooptations qui les unissent, qu'émergent les technostructures nationales, dont les membres, malgré leurs luttes et leurs divisions, participent suffisamment au pouvoir pour être considérés, en bloc, comme la nouvelle classe dirigeante. La prise de pouvoir par les militaires dans les pays neufs n'a fait qu'accélérer cette évolution et, du fait de leur professionnalisation et de leurs aspirations de classe moyenne, ils se fondent aisément dans les technostructures nationales.

Si le développement et l'indépendance constituent, dans les pays pauvres, le prétexte de l'intervention des militaires dans le pouvoir civil, il faut bien réaliser que la croissance n'est, pour les nouvelles classes dirigeantes des pays riches, pas autre chose que leur façon de conserver et d'étendre leur pouvoir. Dans les deux cas, le pouvoir et ses avantages et privilèges sont les véritables enjeux. Et, comme à propos de la coexistence pacifique entre Est et Ouest, c'est bien cette similitude d'aspirations qui marque les nouvelles classes dirigeantes des pays pauvres et des pays riches. A l'évidence, elle ne supprime pas les

mauvaises humeurs ni les tensions; mais elle aplanit bien des difficultés et engendre bien des avantages : à statut, grade ou fonction équivalents, managers, colonels et hauts fonctionnaires de pays riches et de pays pauvres sont occupés aux mêmes tâches, et utilisent les mêmes instruments, bénéficient des mêmes niveaux de vie, consomment à peu de choses près les mêmes produits, recrutent leurs amis dans des groupes semblables, aspirent aux mêmes situations pour leurs enfants, emploient les mêmes concepts et les expriment dans les versions de mieux en mieux traduisibles des différents anglais, "japlish" et "spanglès". L'homogénéisation culturelle et l'unification idéologique autour des valeurs de classe moyenne trouvent ici leur consécration la plus haute, et il conviendra un jour d'imaginer le nouvel ordre mondial selon les lignes, statuts et fidélités de ce qui est peut-être en train de devenir une nouvelle féodalité, d'établir les profils de carrière d'après l'analyse des curriculum vitae, de jeter la lumière sur les étonnantes compatibilités d'emplois assurant, sur le modèle du fonctionariat international, la sécurité ou le point de chute hors de leur pays du général déchu ou du manager malchanceux ou du tribun en baisse de popularité. Bref, on risque de ne rien comprendre tant qu'on continuera d'opposer, en bloc, les pays riches aux pays pauvres et qu'on ne s'efforcera pas de montrer la similitude des intérêts des classes dirigeantes dans les deux types de pays.

L'homogénéisation culturelle et l'interchangeabilité des hommes des technostructures nationales, de même que le climat général d'autoritarisme dans tous les pays, ne doivent pas faire effacer les nuances d'un type de pays à l'autre. A cause de leur niveau de développement, de l'extension de leurs classes moyennes et donc de la conformisation et de l'intégration sociale des majorités, les pays riches peuvent aisément se passer du fusil des soldats, conserver la forme parlementaire de leurs gouvernements et manipuler par la bienveillance plutôt que contenir et réprimer par la force, bref, évoluer vers une sorte de *friendly fascism* <sup>18</sup>.

Bien qu'en augmentation à cause de la croissance constante des inégalités <sup>19</sup>, la population des exclus, surtout différentes sortes d'inadaptés au *rate-race* (malades, infirmes, vieux, etc.) bien plus

que des contestataires, n'y représente qu'environ 10 % de la population, et l'on comprend qu'à côté de la prévention de la criminalité (le danger le plus important), les interventions dans cette population, y compris celles de la police, se modèlent sur celle du travailleur social. Dans les pays pauvres, où les exclus tournent autour de la moitié de la population, sinon davantage, les interventions doivent forcément être plus énergiques; le modèle est le gendarme qui doit prévenir l'épidémie et, plus encore, l'émeute. L'intervention peut également être plus grossière et moins soucieuse de ses bavures : quand l'homme n'est pas encore devenu un producteur, puisqu'il n'y a pas de travail pour les exclus, il est donc sans valeur, simple unité démographique en plus ou en moins... Dans les pays riches, l'exclu n'a plus de valeur non plus, mais reste toujours enregistré, noté, identifié, donc plus difficile à éliminer : car, c'est bien connu, il est bien moins difficile de faire disparaître un homme que d'effacer l'unité d'ordinateur qui lui correspond.

3— Il faut observer, enfin, que la gestion des populations oscille toujours entre les deux pôles de la mobilisation et de la répression. Par sa forme de gouvernement, le Pérou semble plutôt avoir choisi la mobilisation populaire, encore que les activités d'animation du Sinamos n'aient pas, loin de là, remplacé les mesures répressives à l'endroit des oppositionnels au régime. Dans l'ensemble, le régime a cependant été plutôt tolérant et bienveillant. Le Brésil constitue un bon exemple du pôle opposé, où l'Etat s'emploie également à créer les conditions sociales susceptibles de conduire aux plus hauts taux d'accumulation, mais où les entreprises sont bien plus libres et où les appareils de répression, armée et police, se tiennent constamment à leur service pour garantir qu'aucune coalition ou contestation n'entravera la liberté des affaires.

Pour en revenir au Pérou, on doit cependant ajouter que rien n'indique que la bonhomie actuelle se prolongera ; on aura même quelque raison de penser que les durcissements déjà intervenus se prolongeront dans le moyen terme, notamment si l'on songe aux difficultés économiques accrues que le pays devra affronter en tant

qu'amortisseur périphérique d'une récession dont on ne voit pas encore la fin. Il n'est pas exclu que l'on assiste alors à un effort accru de mobilisation populaire de la population intégrée et, simultanément, à une répression sévère des révoltes qui pourront naître chez les écartés du développement et à l'endroit des groupes d'intégrés qui pourraient utiliser ces marginaux pour leur agitation. Le Mexique et, en Europe, la Yougoslavie ont offert des situations assez comparables. Même écartés du progrès, les marginaux pèseront toujours davantage sur le destin national, un peu de la même façon que les écartés de la croissance, qu'on pensait avoir neutralisés à coups de services et de transferts sociaux, pèsent sur l'avenir des pays riches au moment où la croissance s'essoufle et, cas dramatique de la ville de New-York, remettent en cause les espoirs nés d'une vision trop optimiste de la société post-industrielle <sup>20</sup>.

Notons, enfin, que les socialismes de gouvernement sont très différents des socialismes d'opposition. Je veux dire par là que les régimes qui se disent socialistes ont partout été autoritaires puisqu'ils ont dû forcer la société à investir le plus

possible et affaiblir les anciennes formes de contrôle social, famille, religion, etc. Quant aux socialismes d'opposition, même s'ils ont occupé momentanément le gouvernement comme en Grande-Bretagne, ils peuvent être anti-autoritaires car, dans les pays libéraux où ils se sont développés, ils n'ont pas la responsabilité d'investir. Leur humanisme et leur générosité sont certes respectables, mais quelque peu faciles puisqu'ils sont d'opposition à la bourgeoisie dominante qui, elle, investit. Et l'on comprend dès lors que les messages de ces socialismes sans responsabilité restent sans écho dans les pays où des socialistes ou socialisants dirigent le processus de développement; en outre, pour généreux qu'ils soient, ils ne peuvent servir à l'analyse de ce développement. En tant que contre-pouvoir aux bourgeoisies entreprenantes, le socialisme est un humanisme, en tant que drapeau d'une mobilisation populaire pour le développement, il est mot d'ordre. Les deux sont respectables mais n'ont pas grand chose de commun; il suffit de le savoir et de le tenir en mémoire dans l'analyse.

Albert Meister  
*Ecole des Hautes Etudes  
En Sciences sociales, Paris.*

#### NOTES :

<sup>1</sup> *L'inflation créatrice*, Paris, PUF, 1975, première partie; également Immanuel Wallerstein, « Sous-développement et dépendance » *Esprit*, 1974, 2, p. 211-240.

<sup>2</sup> Cf. Julio Cotler : « La política y el comentario », *Sociedad y política*, 1972, p. 48-50. De fait, en février 1972, la Banque mondiale accorde 780 millions de dollars de crédits, répartis sur trois ans, soit les 40 % des apports financiers que le gouvernement péruvien demandait pour son plan quinquennal 1971-75.

<sup>3</sup> M. Nelson A. Rockefeller exprime très crûment cette préoccupation : peu de nations américaines, écrit-il, « sont dotées de systèmes économiques et sociaux suffisamment évolués pour nourrir un système démocratique cohérent ». Pour un grand nombre de ces sociétés, par conséquent, « le problème est moins celui de la démocratie ou de son absence que, tout simplement, celui de la manière de fonctionner dans l'ordre » (« Quality of Life in the Americas » *Department of State Bulletin*, December 8, 1969, p. 507 ; cité par Michael T. Klare dans *Le Monde Diplomatique* de juillet 1975).

<sup>4</sup> Voir, en particulier, les articles de Mark B. Rosenberg, Ronald J. Stupak and Diane Alexander Witteuber, « Military Professionalism and Political Intervention », *Society*, May/June 1975, p. 58-62 ; Arthur K. Smith « Corporatism and the Garrison-Managerial State », même numéro, p. 63-68 ; également Michel Löwy et Eder Sader « La militarisation de l'État en Amérique latine », *Tiers Monde*, 1976, 68 p. 857-890. Quant au Pérou lui-même, on se reportera aux travaux de Victor Villanueva, notamment *Ejercito peruano — Dal caudillaje anarquico al militarismo reformista*, Lima, Ed. Juan Mejia Baca, 1973, 499 p. ; et *El CAEM y la revolucion de la Fuerza Armada*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, Campodonico Ed., 1972, 249 p. Également Thierry Maliniak, *Le Pérou devient-il socialiste ?* Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1974, 135 p.

<sup>5</sup> Cf. Anibal Quijano, « Imperialismo i capitalismo de Estado », *Sociedad y política* 1972, 1, p. 5-18.

<sup>6</sup> Rappelons que Harold D. Lasswell désignait ainsi des sociétés soumises à la police militaire et différant des dictatures

militaires traditionnelles par l'intégration du militarisme et de la technologie moderne, par le maintien des symboles et de la « mystique démocratique », par la suppression des contrôles législatifs et des partis d'opposition. (« The Garrison-State Hypothesis Today », in Samuel P. Huntington, Edit. *Changing Patterns of Military Politics*, New York, The Free Press of Glencoe, 1962, p. 51-70.

<sup>7</sup> Cf. Julio Cotler « Bases del corporativismo en el Peru », *Sociedad y Política*, 1972, 2, p. 3-11.

<sup>8</sup> Dans *L'inflation créatrice*, op.cit., p. 228 et ss.

<sup>9</sup> Le contrôle d'activités économiques très variées, de l'agriculture à la presse, par les grandes familles oligarchiques et leurs réseaux de clientèle et d'alliances de loyauté-protection a bien été mis en lumière dans l'ouvrage, toujours d'actualité, de François Bourricaud, *Pouvoir et Société dans le Pérou contemporain*, Paris, A. Colin, 1967, 318 p. Parmi d'autres ouvrages et études de base, voir E.V.K. Fitzgerald, *The State and Economic Development : Peru since 1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, 127 p. ; Olivier Dollfus, *Le Pérou — Introduction géographique à l'étude du développement*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine, 1968, 355 p. ; José Matos Mar et al., *Pérou : hoy*, Mexico, Siglo XXI, 1971, 366 p. ; Claude Collin Delavaud, *Pérou*, Paris, Seuil, 1976, 190 p. ; « Problèmes de l'Amérique et études documentaires, No. 4169-4170, 5 mars 1975, 87 p. ; « Situation économique du Pérou, Études Economiques Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud), 1976, 2, 65 p. et 1977, 3, 15 p. Pour la question agraire, l'ouvrage le plus complet à ce jour est celui publié sous la direction de José Matos Mar : *Hacienda, comunidad y campesinado en el Peru*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1976, 390 p.

<sup>10</sup> Reprenant la comparaison de Malthus, on peut dire que le changement social se fait selon une profession géométrique alors que le développement suit une progression arithmétique. Cf. *L'Afrique peut-elle partir ?*, Paris, Ed. du Seuil, 1966, p. 407 et ss.

<sup>11</sup> *Le système mexicain — Les avatars d'une participation populaire au développement*, Paris, Ed. Anthropos, 1971, 191 p.

<sup>12</sup> « On s'est beaucoup penché sur le sort des exploités de ce

monde. Mais voilà qu'apparaît un niveau encore plus bas dans la condition humaine : celui de l'homme inexploitable. La force de travail qu'il représente ne vaut pas la peine qu'on l'emploie ; personne n'a intérêt à l'embaucher, même à un salaire de famine », Nathan Keyfitz, « Développement démographique, technologie et isolement des pays tropicaux », *Analyse et prévision*, septembre 1967, p. 588 (cité par Henry Perroy, « L'enjeu de la conférence de New Delhi », *Projet*, 1968, 21, pp. 24-42).

<sup>13</sup> Il avait passé de 11 ‰ en 1876 à 18 ‰ en 1940 et à 30 ‰ en 1961. D'après Hector Martinez, William Prado y Jorge Quintanilla, *El exodo rural en el Peru*, Lima, Centro de estudios de poblacion y desarrollo, 1973, 245 p.

<sup>14</sup> 15,4 millions d'habitants en 1974. 1 285 000 km<sup>2</sup> de territoire national, dont 12,5 % pour la Côte, qui compte 44,5 % de la population (y compris la zone métropolitaine de Lima), 30,2 % du territoire pour la Sierra, qui comprend 45,8 % de la population et enfin 57,3 % pour la Selva avec 9,9 % des habitants.

<sup>15</sup> *Sistema Nacional de Mobilizacion Social*.

<sup>16</sup> Selon l'expression de Gino Germani dans « Estrategie para estimular la movilidad social », *Desarrollo Economico*, 1961, I, 3, pp. 59-95.

<sup>17</sup> Ces pays avaient également procédé à une réforme agraire et à la nationalisation de leurs industries de base (pétrole mexicain, sucre cubain, étain bolivien). Plus récemment, l'Équateur semble suivre le même chemin avec la nationalisation des biens de la Gulf Oil (1977).

<sup>18</sup> Ou fascisme bienveillant, né de l'incapacité du complexe ou système militaro-industriel de résoudre les problèmes de la société post-industrielle. Cf. Bertram M. Gross, « Friendly Fascism—A model for America », *Social Policy*, November-December 1970, pp. 44-52.

<sup>19</sup> Cf. Osvaldo Sunkel, « Intégration capitaliste trans-nationale et désintégration nationale en Amérique latine », *Politique étrangère*, 1970, 6, pp. 641-699.

<sup>20</sup> Voir, par exemple, le Bulletin du Monde économique, *Le Monde* du 11 novembre 1975.